

CITIZEN

MEXIQUE

Crise des droits humains

Amnesty International / woxx

Pour Amnesty International, les déficiences de l'enquête sur les disparitions d'Ayotzinapa (woxx 1289, woxx 1294) exposent les manœuvres choquantes du gouvernement mexicain.

Les déficiences dans la gestion de l'enquête menée par les autorités sur la disparition forcée des 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa à Iguala, dans l'État de Guerrero, il y a un an, révèlent les manœuvres des plus hautes sphères du gouvernement pour clore le dossier.

« La disparition des étudiants d'Ayotzinapa est l'une des tragédies humaines les plus graves que le Mexique ait connues ces dernières années », considère Erika Guevara-Rosas, directrice du programme Amériques d'Amnesty International. « Elle a mis en lumière le fait que toute personne au Mexique peut 'disparaître', se volatiliser, tandis que ceux qui exercent le pouvoir s'efforcent d'effacer les traces. Si le président Peña Nieto n'agit pas dès maintenant, il sera considéré dans le monde comme un facilitateur d'horreurs. »

Une tragédie humaine

Pour Guevara-Rosas, « la détermination inébranlable du gouvernement mexicain à convaincre le monde que les étudiants ont été tués par un gang de narcotrafiquants et leurs dépouilles incinérées dans une décharge détourne l'enquête de toute autre piste intéressante ». Et d'autres pistes, il y en a : « En particulier, le gouvernement devrait se pencher sur le rôle des militaires et des organes chargés du maintien de l'ordre, qui ne sont pas intervenus alors qu'ils étaient au courant des violations des droits humains commises contre les étudiants », ajoute la militante.

Les 43 étudiants de l'école normale rurale Raúl Isidro Burgos (plus connue sous le nom d'« école rurale d'Ayotzinapa ») ont « disparu » après avoir été arrêtés par la police municipale alors qu'ils se rendaient à une manifestation à Mexico, dans la nuit du 26 septembre 2014.

Depuis, la dépouille de l'un des étudiants, Alexander Mora Venancio, 19 ans, a été identifiée, semble-t-il à partir de restes retrouvés dans un sac-

poubelle, dans une rivière du secteur. Les autorités ont récemment annoncé avoir retrouvé dans le même sac un os identifié comme appartenant à Jhosivani Guerrero de la Cruz, 20 ans, lui aussi étudiant d'Ayotzinapa. Cependant, les experts de l'Équipe argentine d'anthropologie médico-légale (EAAF) ont déclaré que le test ADN très spécifique effectué sur cet os n'était pas concluant.

Des investigations biaisées

Par ailleurs, le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants mandaté par la Commission interaméricaine des droits de l'homme a réfuté la thèse officielle du gouvernement mexicain. Dans un rapport rendu public le 6 septembre, les experts affirment que les analyses scientifiques démontrent qu'il est impossible qu'un si grand nombre de corps aient été incinérés dans la décharge, dans les conditions avancées par les autorités.

L'enquête officielle sur la disparition forcée des étudiants a également péché par la gestion imprudente d'éléments médico-légaux essentiels,

dont certains n'ont pas du tout été traités.

Les agents qui sont arrivés en premier sur les lieux à Iguala, la nuit de l'arrestation des étudiants, n'ont pas pris de photos, n'ont pas prélevé de sang, de cheveux, de vêtements ni d'empreintes digitales. Des zones entières de la scène de crime ont échappé à toute analyse.

Les autorités ont interdit aux experts indépendants d'interroger les soldats du 27e bataillon d'infanterie, basé dans la ville où les étudiants ont été arrêtés. Des documents déclassifiés des services de renseignement ont depuis révélé que les militaires présents à Iguala avaient connaissance des détentions illégales et des atteintes aux droits humains infligées aux étudiants.

« Si le gouvernement est convaincu que les militaires n'ont pas d'informations intéressantes à livrer, qu'est-ce qui l'inquiète à ce point ? », questionne Erika Guevara-Rosas. « Imposer le silence à ces soldats soulève de graves questions. »

Depuis l'arrestation et la disparition des étudiants, plus de 100 personnes - dont environ 50 policiers et 50 membres présumés de gangs criminels - ont été interpellées dans le cadre de cette affaire. Certaines affirment avoir été torturées pour « avouer » l'enlèvement des étudiants.

Pour la directrice du programme Amériques d'Amnesty International, « on ne peut que s'étonner du manque de transparence et de la ma-

nière dont les familles des victimes sont traitées, même à l'aune des standards d'un pays qui semble totalement dépassé par la crise des droits humains ».

« Les autorités mexicaines doivent cesser de 'jouer' avec les espoirs des familles des étudiants d'Ayotzinapa », souligne-t-elle. « Elles doivent de toute urgence réorienter l'enquête et, entre autres, permettre aux experts indépendants d'avoir accès à tous les crématoriums situés à Iguala et aux alentours. »

Crise des droits humains

Depuis la disparition des étudiants d'Ayotzinapa, au moins 70 charniers contenant les dépouilles de dizaines de personnes ont été découverts. La plupart des corps n'ont pas encore été identifiés.

La disparition forcée de ces 43 étudiants s'inscrit dans le cadre d'une crise nationale des droits humains : plus de 26.500 personnes ont disparu au Mexique au cours des dernières années, dont près de la moitié sous le gouvernement actuel du président Enrique Peña Nieto.

Amnesty International Luxembourg organise le lundi 12 octobre à 19h dans ses locaux une soirée rencontre avec Claudia Medina Tamariz, survivante de la torture au Mexique, et son avocat Luis Tapia Olivares, qui représente également les familles des 43 étudiants mexicains disparus. Pour plus d'informations : www.amnesty.lu



PHOTO : WIKIMEDIA